

Denis Robert

Depuis l'affaire Clearstream, l'astre noir de la finance mis au jour en 2001 par le travail d'investigation de Denis Robert, les règles n'ont pas changé pour les banquiers, traders et autres brokers-dealers. Malgré la crise, l'antimatière de la finance, invisible et en expansion, aspire toujours l'énergie du travail des hommes...

Bio express

Né en 1958, Denis Robert est un journaliste et écrivain français. Ancien du quotidien *Libération*, chargé des « affaires politico-financières ». Ses livres et enquêtes sur le système économique capitaliste ont généré de nombreuses procédures judiciaires (une cinquantaine) intentées contre lui par des banques comme Menatep (une banque russe), la Banque Générale de Luxembourg (filiale de Fortis) et surtout la société Clearstream qui a déposé des plaintes en diffamation à répétition en France, en Belgique et au Luxembourg. Parmi ses projets actuels, un livre-enquête à paraître en septembre 2011, une série documentaire sur le web journalisme, un documentaire sur le cerveau. Le tome III de sa BD doit paraître au printemps 2011. Et une expo de ses œuvres est visible en permanence à la galerie W (44, rue Lepic, à Paris).



La vérité prend du temps

heveux en bataille, jean grimé par les marqueurs couleur, chemise décontractée, Denis Robert traîne ses tongs dans l'atelier de la galerie W, à Montmartre. Rattrapé par l'artiste, le journaliste se gratte désormais la tête devant des toiles, et non devant sa copie. Chez Denis Robert, la fiction a toujours côtoyé la réalité. Sa vie est à la fois un gros tas de pierres apportées à la connaissance des systèmes humains et une œuvre d'art composée de romans, de documentaires et de peintures. La réalité dépasse souvent la fiction, mais pas toujours. Voyageant de l'une à l'autre, l'écrivain livre ici quelques repères. Rencontre.

NEXUS: Dans *La Domination du monde*¹, roman inspiré de votre enquête sur Clearstream, vous écriviez, en 2006: « Ils ont créé l'outil parfait pour se goinfrer, s'en mettre jusque-là. Ils se jouent des frontières... Jamais aucun appareil répressif ne les rattrapera. Ils font pourtant de sérieux dégâts. » Après la crise, nous avons été bercés de discours sur la moralisation du capitalisme. Les choses ont-elles changé?

Denis Robert: Oui et non. Le public a pris conscience de l'importance de ces questions, mais en coulisse le business continue. On voit bien, par exemple actuellement, en Russie, comment les spéculateurs s'en donnent à cœur joie sur le cours du blé, dont la récolte va être catastrophique cette année du fait des incendies. Non, rien n'a changé. Les îles Caïman restent florissantes et tout va bien au Luxembourg. Le discours sur la fin des paradis fiscaux est sans doute l'un des plus beaux mensonges médiatiques des dirigeants du G20. Non seulement les paradis fiscaux existent encore, mais ils sont aussi un excellent leurre politique. On peut les contraindre à fermer ici ou là, ils réapparaîtront ailleurs. Ce n'est pas en agissant sur eux qu'on s'en sortira.

Existe-t-il un moyen efficace pour lutter contre le blanchiment de l'argent et le crime financier?

Il faut mettre en place des contrôles stricts sur les sociétés chargées de transférer les valeurs d'un pays à l'autre, d'une banque à l'autre, d'une société off shore à l'autre. Les chambres de compensation internationales, Clearstream et Euroclear, brassent à elles deux l'essentiel du marché obligataire mondial. Aujourd'hui, l'argent se transforme dès qu'il entre dans une banque. On peut comparer les flux financiers aux flux autoroutiers. Il est possible aujourd'hui de mettre en place des systèmes de contrôle informatique qui étudient les mouvements de fonds et cherchent la traçabilité des valeurs. Les chambres de compensation internationales jouent là un rôle clé. Les initiés savent bien que beaucoup de valeurs passent par là. Ce sont des pièces maîtresses dans les circuits financiers. Presque des points de passage obligés. De la même manière que les automobilistes sont contrôlés en permanence, il faudrait mettre en place des radars, des péages et des gendarmes sur ces circuits financiers. La solution est dans les mains du politique, du G20, qui pourrait placer sous tutelle les sociétés chargées du transfert transfrontalier. Des milliers de comptes y sont ouverts par des banques ou des sociétés financières ayant leur siège dans des pa-

► Clearstream, affaire à tiroirs et à double fond...



is en examen pour « *recel d'abus de confiance et de vol* », sur une plainte de Clearstream, Denis Robert est sorti blanchi par le jugement du tribunal de Paris rendu début 2010. C'est la clôture du procès de l'affaire Clearstream

2 (volet politique), liée aux faux listings postés par un corbeau en 2004 et qui auront bien baladé le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke¹. Il est nettement ressorti que le journaliste n'avait rien à voir avec les faux listings. Ces derniers, fabriqués de toutes pièces, étaient le fruit d'une entreprise de déstabilisation politique au sommet de l'État, alors que les listings produits par Denis Robert (affaire Clearstream 1, 2001) sont, eux, bel et bien authentiques. Cette manipulation médiatique aura opportunément servi à discréditer le travail du journaliste et à détourner définitivement l'attention du public sur le fond de l'affaire.

Clearstream ne s'est jamais retrouvée sur le banc des accusés, malgré la gravité des soupçons qui pèsent encore sur elle (contrôle, traçabilité, comptes non publiés). En effet, du côté du pouvoir judiciaire, l'instruction au Luxembourg a été bien vite enterrée (non-lieu en 2004) dans des conditions assez douteuses. Mais pas facile de faire avancer un tel dossier dans un pays où le ministre du Trésor est aussi le ministre de la Justice... Du côté du pouvoir politique, les parlementaires européens n'ont jamais été capables d'imposer une commission d'enquête². Pourtant, l'affaire Clearstream 1, déclenchée par Denis Robert avec *Révélation*³ et *La Boîte noire*, c'est un grand coup de projecteur sur des faits incroyables:

Absence de contrôle. Il existe deux structures bancaires privées dans le monde dans lesquelles seules les banques et institutions financières peuvent ouvrir des comptes pour s'échanger des valeurs sans contact direct entre elles. Appelées chambres de compensation, il s'agit de Clearstream et d'Euroclear. Par-delà les frontières et malgré les conflits internationaux, l'argent peut facilement passer de compte en compte en quelques clics. Plus besoin de déplacements physiques des titres ou de l'argent. Plus besoin non plus de valises.

Créé en 1970, le clearing est l'outil par excellence de la mondialisation financière, et paradoxalement le moins connu. Toutes ces valeurs qui se déplacent virtuellement aux quatre coins de la planète restent en fait dans les coffres-forts de Clearstream ou d'Euroclear qui font office d'intermédiaires, de gares de triage et de stockage. En l'occurrence, 10 000 milliards de dollars pour Clearstream. Exactement le montant de la dette des États-Unis... C'est aussi le montant des dépenses effectuées par les principales économies de la planète pour sortir de la récente crise économique.

« *Quelque 10 000 milliards de dollars ont été mobilisés, dont une grande partie sous forme de garanties bancaires. Ce qui, pour les États-Unis, représente 25 % de leur PIB, et pour la Grande-Bretagne, 94 %* », selon *L'Expansion*³.

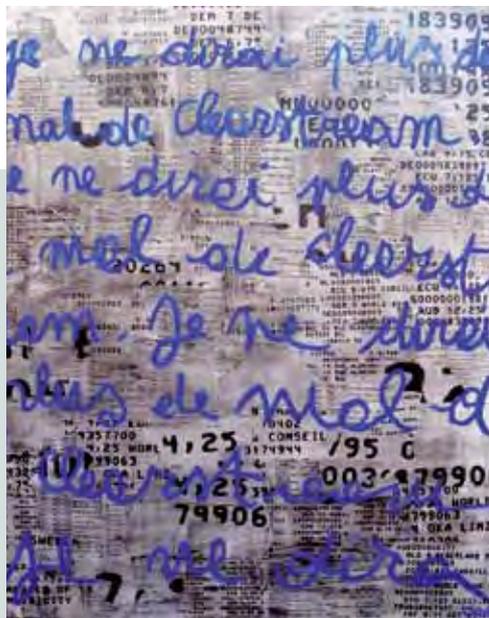
Autrement dit, l'abîme financier de la crise économique (et bancaire) de 2008-2009, que doivent supporter les États (et donc les citoyens, hausses d'impôts et réduction des acquis sociaux à la clé), correspond exactement aux valeurs détenues par les banques du monde entier chez Clearstream (sans parler d'Euroclear, environ 15 000 milliards de dollars en réserve...).

Selon la mission parlementaire Peillon-Montebourg⁴ saisie de ce dossier, « *l'absence de contrôle international public sur ces structures et les critiques formulées par de multiples interlocuteurs relatives à l'identification des intervenants dans ces systèmes méritaient d'en approfondir la connaissance* »... Bel euphémisme.

Comptes non publiés. Denis Robert a accusé Clearstream de proposer des comptes non publiés à ses clients. Non seulement à des banques, pas toujours « clean » (blanchiment, financement du 11-Septembre⁵...), mais aussi à des entreprises et des particuliers. Plusieurs témoins affirment que des comptes auraient servi à effectuer des transferts de

fonds illégaux, ce qu'a toujours nié Clearstream.

Fait plus grave, de nombreuses transactions auraient purement et simplement été effacées du système d'archivage (« la boîte noire » de la firme) par le biais de programmes informatiques élaborés, rendant impossible toute traçabilité. Le principal témoignage sur lequel s'est appuyé Denis Robert est celui de Régis Hempel, ancien responsable informatique de la firme.



Punition, toile de Denis Robert (162 x 130 cm).

Ni vu ni connu. Ce dernier a maintenu ses propos devant la mission Peillon-Montebourg : « Prenons une instruction pour un achat, une vente, un mouvement de fonds ou de titres. Nous la faisons disparaître ou nous la faisons mettre sur un autre compte. C'était cela le "hard coding", à savoir corriger dans le programme-source. C'est pour cela que j'avais imprimé chez Cedel (ex-Clearstream, Ndlr) les programmes-sources. Vous pouvez vous renseigner car c'est l'aspect le plus défendu de l'informatique. On compilait le programme le matin. Nous savions quelles transactions venaient. "Si telle transaction vient, tu fais cela et cela..." C'était "l'exception". Ensuite, quand tout était fini, on remettait l'ancien programme et on enlevait l'exception. C'était ni vu ni connu (...). Nous ne regardions pas s'il s'agissait de 100 millions de dollars ou de 50 millions!

« À un moment, on perd la notion de millions de dollars. Pour nous, 50 millions de dollars, c'était la même chose que 50 000 dollars. »

À un moment, on perd la notion de millions de dollars. Pour nous, 50 millions de dollars, c'était la même chose que 50 000 dollars. Nous avons fait de grosses transactions... (...) Peut-être pas quotidiennement, mais tous les deux ou trois jours. En tout cas, c'était fréquent. C'est la raison pour laquelle cette pratique ne chiffonnait plus personne dans l'informatique. Nous ne faisons même pas attention. On éliminait la transaction ; on mettait cela sur un autre compte titres. C'était une manipulation et on se contentait de regarder si l'opération avait marché. Point à la ligne! »

1. Dès la fin 2004, Renaud Van Ruymbeké sait qu'il a fait l'objet d'une manipulation. Les noms de personnalités ont été ajoutés à des listings remaniés de Clearstream. Une procédure est lancée pour dénonciation calomnieuse. C'est le début de l'affaire Clearstream 2, qui ne deviendra une affaire d'État qu'au printemps 2006 lorsque Nicolas Sarkozy se portera partie civile, convaincu d'un complot ourdi par les chiracovillepinistes.

2. « En 2001, l'ancien commissaire européen Frits Bolkestein, grand libéral, avait annoncé lui-même le refus de la Commission européenne d'enquêter sur Cedel International-Clearstream après la parution du livre Révélation\$ de Denis Robert (Les Arènes, 2001). Ce livre mettait gravement en cause la banque russe Menatep, au passé sulfureux et à laquelle collabore Frits Bolkestein. Dans son édition du 26 avril 2006, le quotidien gratuit 20 minutes affirme que par deux fois, la Commission européenne a refusé d'enquêter sur Clearstream. La Menatep a déposé une douzaine de plaintes en diffamation contre Denis Robert et son éditeur Les Arènes », résume Wikipédia.

3. « la crise a coûté 10000 milliards de dollars », L'Expansion du 11/09/2009.

4. Mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe, janvier 2002. www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i2311-51.asp#P1089_155970.

5. Une vingtaine de banques citées dans des rapports d'enquête sur le 11-Septembre comme ayant pu participer au blanchiment des attentats figurent dans les listings des comptes non publiés dévoilés par Denis Robert.

radis fiscaux. Quand nous avons renfloué les banques, à hauteur de 300 milliards en France, 10 000 milliards étaient stockés dans les coffres de Clearstream. Pourquoi ces valeurs ne pouvaient-elles pas être mobilisées pour restaurer la confiance entre banques ?

Avec le recul, comment avez-vous observé la crise 2008/2009 ?

Le renflouage des banques, sans véritable contrepartie, a été une magnifique arnaque. « Si nous n'avions pas donné de l'argent aux banques, c'est tout le système qui se serait effondré », nous dit-on. Et alors ? Cela n'aurait sans doute pas été le drame annoncé, sauf pour les gros actionnaires... On aurait pu reconstruire. Malheureusement, l'argument a fonctionné auprès des journalistes, des politiques et en définitive des populations, qui ont peur de lâcher la proie pour l'ombre.

Le répit semble provisoire. N'est-on pas proche d'une nouvelle crise ?

Dans *L'Affaire Clearstream* racontée à un ouvrier de chez Daewoo, nous avons montré comment l'évasion des capitaux survient inévitablement lorsque les industries sont prises en main par des prédateurs financiers qui inévitablement transforment le travail des hommes en produits financiers. La crise argentine est un cas d'école. La dette du pays, 135 milliards de dollars, avoisinait le montant des comptes des banques ou sociétés argentines placés chez Clearstream, 150 milliards. La dette privée des riches a été transférée, avec l'appui du FMI, au peuple argentin... Là encore, Clearstream a joué un rôle majeur et si ses comptes avaient été contrôlés, on aurait facilement pu prévenir la fuite des capitaux et l'empêcher.

Quel est le profil du criminel en col blanc ?

Il n'y a pas de profil. Les escrocs que j'ai rencontrés présentent quelques traits en commun. Des hommes assez seuls, qui font leurs coups en douce et ne peuvent finalement dire la vérité à personne. Ils ont généralement plusieurs nationalités, voyagent beaucoup, possèdent plusieurs propriétés, autant de passeports. Il leur arrive parfois, rarement, d'être rongés par les scrupules, rattrapés par le test du miroir. Ce sont généralement des types qui ne croient plus en rien, excepté au fric. Ils cherchent à consolider le système qui les nourrit si bien, bercés par le déni collectif. L'affaire Bettencourt

montre bien comment persister dans le mensonge. La vieille dame s'enferme dans sa logique. C'est pathétique. Quand je pense à ces gens, je me dis qu'ils fonctionnent comme si la mort n'existait pas.

Vous êtes-vous penché sur les think tanks, comme le groupe Bilderberg ou la Trilatérale ?

Ça sert à être influent. Sans plus. Je ne suis pas un adepte de la théorie du complot. Je ne crois pas à une poignée d'hommes tirant les ficelles. Je crois aux zones d'influence. Les gens très riches ont pour vocation de faire perdurer le système et leur pouvoir. Je n'ai pas découvert de structure pyramidale, mais des réseaux où s'exercent des rapports dominants/dominés. Entre un magnat du pétrole, un oligarque ou un financier, il y a un dress code, une forme d'entraide. Au final, c'est l'histoire de la mante religieuse, ils finissent pas se dévorer.

La corruption a toujours existé. En quoi la situation actuelle est-elle plus dramatique ?

Ce qui est nouveau, c'est l'explosion des capitaux clandestins, la vitesse des échanges et la parfaite inadaptation des systèmes de contrôle. En ouvrant les frontières économiques sans changer les règles judiciaires ni les missions des États, les dirigeants européens ont donné un coup d'accélérateur à une économie souterraine invisible.

Dans L'Affaire des affaires, la BD consacrée à Clearstream, vous écrivez, par la voix de « Magic Man », un ancien banquier pourri : « Si vous retirez du système les 10 % du pétrole ou les 10 % de la drogue, le monde implose. L'argent sale est utile au système, car il retarde la chute du capitalisme. »

C'est corroboré par Antonio Maria Costa, le directeur exécutif de l'Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime : « Nous avons clairement vu dans nos études l'an dernier que, au plus fort de la crise, pour certaines banques importantes, dans certains pays, les revenus de la criminalité organisée étaient les seules liquidités disponibles en capital investissement. L'importance de ces sommes leur a permis d'éviter la faillite. On estime les revenus du commerce de la drogue à environ 400 milliards d'euros annuels. Selon nos recherches, la majorité de cet argent a été absorbé dans le système économique légal et a servi de pilier fondamental contre la crise », a-t-il déclaré, fin 2009². L'économie actuelle n'est ni blanche ni noire, elle est grise.

Toutes vos enquêtes ont été récompensées par... de nombreux procès. Finalement, le système perdure. N'avez-vous pas le sentiment d'avoir travaillé pour rien ?

La vérité prend du temps. Je n'ai ni rancune, ni colère. Malgré les fortes pressions (Clearstream n'a pas hésité à payer une pleine page dans *Le Monde* pour me pousser à négocier), je n'ai jamais cédé. C'était le combat du pot de terre contre le pot de fer, mais plus le temps passe plus la terre durcit. Toujours l'histoire de la glace, le matin... Céder, c'était me trahir et trahir mes amis.



ET NOUS "COMPENSONS" EN CLEARING : ACHAT CONTRE VENTE, GAINS CONTRE PERTES, ARGENT CONTRE PAPIER-VALEUR ...



Images extraites de la BD *L'Affaire des affaires*, tome II : *L'Enquête*, éd. Dargaud 2009.

Je ne dirai plus de mal de Clearstream, Mafia is back, écrivez-vous sur quelques toiles. C'est drôle, beau mais aussi assez révélateur... Est-ce un moyen de continuer à « parler » tout en évitant les problèmes judiciaires ?

L'art fait partie de ma vie. Je suis multicarte et j'assume le fait de naviguer entre différents continents : média, édition, littérature, arts plastiques. J'ai toujours fonctionné à l'instinct. Quand je suis journaliste, je le suis à 100 %. J'ai des projets en cours dans ce domaine, comme un 4 x 52 minutes sur le journalisme, qui sera tourné à la rentrée. Parallèlement, je viens à Paris pour m'enfermer à la galerie W. « La fiction est une passerelle pour la vérité », disait Hunter S. Thompson.

Peut-on parler d'un art militant ?

C'est du « Kombart ». Mes premières toiles jouaient sur une confrontation basique. Sur le langage universel, froid et numérique des listings, j'écris à la main à coups de marqueurs ou de craies grasses. Il s'en dégage une émotion, le combat d'un homme contre un système. Mes premiers acheteurs ne lisaient pas le français et ne me connaissaient pas. Je suis aussi sur des créations plus intimes, qui renvoient à l'enfance, à des interrogations plus personnelles. L'interdiction de mon livre *Clearstream, l'enquête*, courant 2006, a accéléré le passage à l'acte artistique. Jusqu'ici, dans le cadre de mes enquêtes, j'avais tout eu : procès, filature, écoutes, perquisition, huis-siers. Mais qu'on puisse en France empêcher la diffusion d'un livre, pendant un mois, dans le silence assourdissant des médias, m'a transformé. Quand on se retrouve ensuite derrière son clavier, ça fait plutôt bizarre. Je me suis demandé où j'allais enfin pouvoir avoir la paix !

Comment expliquez-vous le manque de soutien et le silence des journalistes ?

D'abord beaucoup me soutiennent et aujourd'hui, surtout depuis la relaxe, je redeviens très fréquentable. Je paye le prix de mon indépendance et ma liberté d'action. Avec la publication de *Révélation\$* en 2001, je ne me doutais pas que je prenais le train pour des années d'emmerdements. J'avais bien bordé mon sujet, pris toutes les précautions indispensables, mais je n'avais pas prévu la réaction de la presse. Le fond du problème tient beaucoup à l'économie de la presse. Elle est en très mauvaise santé. Il en résulte une grande frilosité car les procédures en diffamation coûtent cher. Un signe est révélateur. Il ne faut plus que trois mois en ce moment pour juger une procédure en diffamation. Il fallait attendre deux ans avant. Ce n'est pas parce que les tribunaux ont plus de moyens, mais parce qu'il y a de moins en moins de plaintes, donc de moins en moins d'articles suscitant ces plaintes. Donc de plus en plus d'autocensure. Donc de plus en plus de censure.

Les citoyens sont-ils plus réactifs ?

Oui. Sans comité de soutien³, j'aurais été beaucoup plus mal que je ne le suis... À l'initiative de mes amis, un groupe s'est créé très actif, créant des tee-shirts, vendant du vin, organisant des concerts et des ventes de planches originales de BD. Plus de 150 000 euros ont été dépensés en frais de procédure divers. On m'a fait des procès un peu partout. Ce n'est pas encore fini. Il reste trois gros procès et j'espère bien faire perdre Clearstream. Les gens qui font des dons sont plus en colère que moi. J'en ai tellement vu depuis dix ans. Là je suis zen.

Et les politiques ?

Peu de soutiens et quelques retournements de veste assez spectaculaires. Il faut dire que je sentais un peu le soufre. En 2006, je n'étais pas loin du « croc de boucher »⁴... ●

Propos recueillis par Pryska Duceurjoly



Maffia is back, Denis Robert (162 x 130 cm).

Notes

1. C'est aussi le titre du site de Denis Robert où le lecteur pourra approfondir le sujet : www.ladominationdumonde.blogspot.com/
2. « Les banques sauvées par l'argent de la drogue », *Courrier International*, 15/12/2009.
3. La majorité des procès en diffamation a été gagnée par le journaliste. Les frais de procédures ont été pris en charge par le comité de soutien de Denis Robert (dons de citoyens en faveur de la liberté d'informer, produit de la vente des tee-shirts « Travailler plus pour travailler plus » et d'une cuvée Denis Robert!). On peut toujours se procurer les films en DVD (33,60 €, port inclus) de Denis Robert, notamment le documentaire *L'Affaire ClearStream racontée à un ouvrier de chez Daewoo* auprès du comité de soutien : <http://lesoutien.blogspot.com/> (Comité de soutien à Denis Robert, BP 93602 54016 Nancy Cedex, lesoutien@gmail.com).
4. Nicolas Sarkozy, cité dans les faux listings, aurait dit vouloir pendre à un « croc de boucher » l'auteur des faux, selon Franz-Olivier Giesbert dans *La Tragédie du président*, Flammarion, 2006.

Bibliographie

Romans. *Chair Mathilde*, 1991. *Je ferai un malheur*, 1995. *Notre héros au travail*, 1997. *Tout va bien puisque nous sommes en vie*, 1998. *Le Bonheur*, 2000. *Une ville*, 2003. *La Domination du monde*, 2006. *Dunk* (2009).

Essais. *Pendant les « affaires », les affaires continuent*, 1996. *La Justice ou le Chaos*, 1996. *Révélation\$, 2001*. *La Boîte noire*, 2002. *Clearstream, l'enquête*, 2006. *Une affaire personnelle*, (autobiographie) 2008.

Filmographie. *Journal intime des affaires en cours* (1998). *Les Dissimulateurs* (2001, premier documentaire sur Clearstream et ses comptes non publiés). *L'Affaire Clearstream racontée à un ouvrier de chez Daewoo* (2002).

Autres et collaborations. *Deux heures de lucidité : entretien avec Noam Chomsky* (avec Denis Robert et Weronika Zarachowicz). *L'Affaire des affaires T1 et T2*, bande dessinée avec Laurent Astier et Yan Lindingre, éd. Dargaud, 2009.